

Brochure n° 3201

**Convention collective nationale**

IDCC : 2046. – **PERSONNEL NON MÉDICAL DES CENTRES  
DE LUTTE CONTRE LE CANCER**  
**(3<sup>e</sup> édition en préparation)**

AVENANT N° 2005-03 DU 23 MAI 2005  
RELATIF AU SEUIL D'ÉLIGIBILITÉ POUR LA VALIDATION  
DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE (VAE)

NOR : *ASET0550993M*

IDCC : 2046

Entre :

La fédération nationale des centres de lutte contre le cancer,

D'une part, et

La fédération nationale des syndicats des services de santé et services  
sociaux CFDT ;

L'union nationale des syndicats Force ouvrière des personnels des CLCC ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les partenaires sociaux ont pris connaissance en CNP de juin 2004 et février 2005 des résultats de la validation des acquis dans le cadre du parcours professionnel des personnels visés à l'accord du 25 mars 2002.

Afin d'améliorer l'attractivité des CLCC auprès de ces jeunes professionnels, particulièrement sensibles à leur développement professionnel au cours de leur parcours, le présent accord a pour objet d'abaisser le seuil d'éligibilité à l'évaluation des acquis professionnels à 5 ans pour tous les emplois visés à l'article 1<sup>er</sup> du présent accord.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Seuil d'éligibilité à la validation du parcours professionnel pour les salariés visés par l'accord du 25 mars 2002*

Emplois concernés.

Emplois de soins : IDE, puéricultrice.

Emplois médico-techniques :

Manipulateur d'électroradiologie médicale ; diététicien (E) et (F) ; technicien de laboratoire (E) ; ex-technicien biologiste (F) ; technicien qualifié (F) travaillant en laboratoire ; préparateur en pharmacie qualifié (E) ; masseur-kinésithérapeute ; orthophoniste.

Le seuil d'éligibilité pour l'évaluation du parcours professionnel des titulaires des emplois susvisés est abaissé à 5 ans de durée dans l'emploi occupé, soit à compter du 1<sup>er</sup> jour de la 6<sup>e</sup> année.

La durée dans l'emploi de chaque salarié est établie au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de première évaluation du salarié, soit au 1<sup>er</sup> janvier 2005 pour la première application du présent accord aux salariés susvisés.

Les autres conditions de mise en œuvre restent identiques.

Les IBODE et les IADE conservent leur seuil d'éligibilité à 3 ans.

Les signataires conviennent d'examiner l'abaissement du seuil d'éligibilité à la validation des acquis à 5 ans pour les salariés visés par l'accord du 24 novembre 2003 dès que les conditions seront favorables.

## **Article 2**

### *Agrément*

Les dispositions du présent accord seront présentées à l'agrément dans les conditions fixées à l'article 54 de la loi du 2 janvier 2002 et de ses décrets.

## **Article 3**

### *Date d'application*

Le présent accord entrera en application le premier jour du mois suivant réception de la lettre d'agrément du ministère de tutelle.

Fait à Paris, le 23 mai 2005.

(Suivent les signatures.)